



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 12/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM et CEMEX

49 bis av franklin Roosevelt
77210 Avon

Références : 230807
Code AIOT : 0006507377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2023 dans l'établissement GSM et CEMEX implanté Rue Albert GRAVE 77130 Varennes-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 08/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM et CEMEX
- Rue Albert GRAVE 77130 Varennes-sur-Seine
- Code AIOT : 0006507377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur les communes de Varennes-sur-Seine et Ville-Saint-Jacques (77), les entreprises GSM et CEMEX sont autorisées à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers par l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/M/011 du 29 juillet 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi annuel
- Remblayage
- Accès

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
2	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-20	/	Sans objet
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3	/	Sans objet
5	Rejet d'eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3.2	/	Sans objet
6	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et les prescriptions contrôlées sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. [...]
Constats : L'exploitant a mis à jour le plan de gestion des déchets d'extraction de la carrière en novembre 2022. Celui-ci répond aux critères demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-18
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durent les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent empêche l'accès aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le chemin d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.
Constats : L'accès à la carrière est matériellement interdit au public. Une clôture solide et efficace y empêche l'accès. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le chemin d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-20
Thème(s) : Risques accidentels, Bilan annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - L'échelle et l'orientation, - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les zones en cours d'exploitation, - les zones déjà exploitées non remises en état, - les zones remises en état, - le volume de matériaux stockés pour la remise en état (terres végétales stériles), - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF), - les différents bâtiments et leurs affectations, - les pistes et voies de circulation, - les piézomètres, - la position des éléments visés à l'article 111-19 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - les bornes mentionnées à l'article 11.2. Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site. Les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1 sont également précisées. Une copie de ce plan certifié, daté et signé par les exploitants et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard fin février de l'année N+1.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection son bilan annuel 2023. Celui-ci est accompagné d'un plan, certifié conforme par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de carburant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Il n'y aura aucun stockage de carburant sur le site.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté l'absence de stockage de carburant sur la carrière. Une société vient effectuer l'approvisionnement des engins directement sur site. Le remplissage du réservoir de la pelle hydraulique se fait au bord à bord. Pour rappel, le ravitaillement des autres engins doit se faire sur l'aire étanche la plus proche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejet d'eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.
Constats : Le suivi hydraulique et hydrogéologique de la carrière est transmis annuellement à l'inspection. Ces résultats font partie du suivi annuel de l'exploitation. Les résultats transmis n'appellent pas de remarques de l'inspection. Ce suivi est effectué par GINGER BURGEAP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-17
Thème(s) : Risques accidentels, Remblayage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'y aura aucun apport extérieur de matériaux. Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Le remblayage du site s'effectuera à l'aide des matériaux de découverte de la carrière et de fine argileuse issues du lavage des matériaux provenant de l'installation de criblage, lavage, concassage de la Grande - Paroisse. Le volume de fine de lavage est de 1 700 000 m³ et les apports moyens seront de 100 000 m³ par an. Le transfert des fines de lavage s'effectuera par canalisations placées dans les tunnels créés pour le passage des bandes transporteuses. Les floculants utilisés par l'installation de la Grande - Paroisse sont de type polyacrylamides agréés pour le traitement de l'eau potable.
Constats : L'exploitant confirme qu'il n'y a pas d'apport extérieur de matériaux. Le remblayage se fait uniquement avec les matériaux de découverte et les fines de lavage issues de l'installation de traitement de La Grande Paroisse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet